

AVIS

**Élections communales du 13 octobre
2024 - REGISTRE DES ELECTEURS**

**(article 11 du Nouveau Code électoral
communal bruxellois)**

Le Collège des Bourgmestre et Echevins porte à la connaissance des citoyens qu'il a arrêté le 01.08.2024 la liste des électeurs inscrits au registre de la population à cette date.

Chacun peut, jusqu'au douzième jour précédent celui de l'élection, soit le mardi 01.10.2024, s'adresser à la commune durant les heures de service afin de vérifier s'il figure sur la liste des électeurs et que les données le concernant sont correctes.

**La liste des électeurs peut être consultée
à la Maison communale, au secrétariat
du service des élections.**

Le service des élections est accessible du lundi au vendredi de 08:30 à 12:45.
Les consultations se font sur rendez-vous (elections@auderghem.brussels – Rue Emile Idiers, 12 – Niveau 0 - 02/676.48.93)

BERICHT

**Gemeenteraadsverkiezingen van 13
oktober 2024 – KIEZERSREGISTER**

**(artikel 11 van het Nieuw Brussels
Gemeentelijk Kieswetboek)**

Het College van Burgemeester en Schepenen brengt ter algemene kennis van de burgers dat het op 01.08.2024 de lijst van de in het bevolkingsregister ingeschreven kiezers heeft opgesteld.

Eenieder kan zich tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing, d.w.z. dinsdag 01.10.2024, tijdens de diensturen, tot de gemeente wenden om na te gaan of hij op de lijst staat dan wel met een juiste vermelding erop staat.

**De kiezerslijst kan worden geraadpleegd
in het Gemeentehuis op het secretariaat
van de dienst verkiezingen.**

De dienst verkiezingen is open van maandag tot vrijdag van 8u30 tot 12u45.
Raadplegingen zijn enkel op afspraak (elections@auderghem.brussels - Emile Idiersstraat 12 - Niveau 0 - 02/676.48.93).

Pour le Collège des Bourgmestre et Échevins :
Namens het College van Burgemeester en Schepenen:

Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. Gemeentesecretaris ,

Thibault Delforge

La Bourgmestre f.f.,
De wnd. Burgemeester,

Eloïse Defosset



Des réclamations au sujet de la liste des électeurs (articles 12 du Nouveau Code électoral communal bruxellois)

Art. 12. § 1er. A partir de la date à laquelle la liste des électeurs doit être arrêtée, toute personne indûment inscrite, omise ou rayée de la liste des électeurs, ou pour laquelle cette liste indique inexactement les mentions prescrites à l'article 11, § 1 er, alinéa 3, peut introduire une réclamation devant le collège des bourgmestre et échevins jusqu'au douzième jour précédent celui de l'élection.

§ 2. A partir de la date à laquelle la liste des électeurs doit être établie, toute personne qui satisfait aux conditions de l'électorat peut, dans l'arrondissement électoral dans lequel est située la commune où elle est inscrite sur la liste des électeurs, introduire devant le collège des bourgmestre et échevins, jusqu'au douzième jour précédent celui de l'élection, une réclamation contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms de ladite liste, ou contre toutes indications inexactes dans les mentions prescrites par l'article 11, § 1er , alinéa 3.

§ 3. La réclamation visée aux §§ 1er et 2 est introduite par une requête et doit, ainsi que toutes les pièces justificatives dont le requérant entend faire usage, être déposée contre récépissé à l'administration communale ou être adressée au collège des bourgmestre et échevins sous pli recommandé à la poste.

Le fonctionnaire qui reçoit la réclamation est tenu de l'inscrire à la date de son dépôt dans un registre spécial et d'en donner récépissé ainsi que des pièces produites à l'appui, de former un dossier pour chaque réclamation, de coter et parapher les pièces produites et de les inscrire avec leur numéro d'ordre dans l'inventaire joint à chaque dossier.

§ 4. Si l'intéressé déclare être dans l'impossibilité d'écrire, la réclamation peut être faite verbalement. Elle est reçue par le secrétaire communal ou son délégué.

Le fonctionnaire qui la reçoit en dresse sur-le-champ un procès-verbal dans lequel il constate que l'intéressé lui a déclaré être dans l'impossibilité d'écrire.

Le procès-verbal reprend les moyens invoqués par l'intéressé. Le fonctionnaire date et signe ce procès-verbal, et en remet le double au comparant après lui en avoir donné lecture.

Le fonctionnaire procède ensuite aux formalités prévues au § 3, alinéa 2.

§ 5. L'administration communale joint au dossier, gratuitement, copie ou extrait de tous les documents officiels en sa possession que le requérant invoque pour justifier une modification de la liste des électeurs.

L'administration communale joint d'office au dossier tout document officiel en sa possession de nature à étayer les moyens invoqués par l'intéressé et repris dans le procès-verbal prévu au § 4, alinéas 2 et 3.

§ 6. Le rôle des réclamations indique le lieu, le jour et l'heure de la séance à laquelle l'affaire ou les affaires sera ou seront traitée(s).

Ce rôle est affiché à l'administration communale et publié sur le site web de la commune vingt-quatre heures au moins avant la séance à la commune, où chacun peut en prendre connaissance et le copier.

L'administration communale informe sans délai et par tous moyens au requérant ainsi que, le cas échéant, aux parties intéressées, la date à laquelle la réclamation sera examinée.

Cette notification mentionne expressément et en toutes lettres, ainsi qu'il est prévu au § 9, alinéas 2 à 4, que l'appel contre la décision à intervenir peut seulement être interjeté en séance.

§ 7. Pendant le délai prévu au § 6, alinéa 2, le dossier des réclamations et le rapport visé au § 8, alinéa 2, sont mis, à l'administration communale, à la disposition des parties, de leurs avocats, ou de leurs mandataires.

§ 8. Le collège des bourgmestre et échevins est tenu de statuer sur toute réclamation dans un délai de sept jours à compter du dépôt de la requête ou du procès-verbal visé au § 4 et en tout cas, avant le septième jour qui précède celui de l'élection.

Il statue en séance publique, sur le rapport d'un membre du collège, et après avoir entendu les parties, leurs avocats ou mandataires, s'ils se présentent.

§ 9. Une décision motivée, mentionnant le nom du rapporteur et ceux des membres présents, est rendue séparément sur chaque affaire; elle est inscrite dans un registre spécial.

Le président du collège invite les parties, leurs avocats ou mandataires à signer, s'ils le désirent, sur le registre visé à l'alinéa précédent, une déclaration d'appel.

Les parties défaillantes sont censées acquiescer à la décision rendue par le collège. A défaut d'une déclaration d'appel, signée par les parties présentes ou représentées, la décision du collège est définitive. Mention du caractère définitif de la décision est faite dans le registre spécial visé à l'alinéa 1er du présent paragraphe et exécution est donnée immédiatement à la décision modifiant la liste des électeurs.

La décision du collège est déposée à l'administration communale où quiconque peut en prendre connaissance sans frais.

L'appel de la décision du collège est suspensif de tout changement dans la liste des électeurs.

§ 10. Le bourgmestre envoie sans délai à la cour d'appel, par tous moyens, une expédition des décisions du collège frappées d'appel ainsi que tous les documents intéressant les litiges.

§ 11. L'article 27, alinéa 2 et les articles 28 à 39 du Code électoral sont applicables.

Bezoor met betrekking tot de kiezerslijst (artikel 12 van het Nieuw Brussels Gemeentelijk Kieswetboek)

Art. 12. § 1. Vanaf de datum waarop de kiezerslijst moet vastgesteld zijn, kan ieder die ten onrechte ingeschreven, weggeletten of van de kiezerslijst geschrapt is, of voor wie op deze lijst de vermeldingen voorgeschreven bij artikel 11, § 1, derde lid, onjuist zijn, tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen.

§ 2. Vanaf de datum waarop de kiezerslijst moet vastgesteld zijn, kan ieder die de kiesbevoegheidsvoorraarden vervult, in het kiesarrondissement waarin de gemeente ligt waar hij op de kiezerslijst is ingeschreven, tot de twaalfde dag vóór die van de verkiezing bij het college van burgemeester en schepenen bezwaar indienen tegen de inschrijving, schrapping of weglatting van namen van deze lijst, of tegen enige onjuistheid in de vermeldingen voorgeschreven bij artikel 11, §1, derde lid.

§ 3. Het in §§ 1 en 2 bedoelde bezwaar wordt ingediend bij verzoekschrift en moet, samen met de bewijsstukken waarvan de verzoeker gebruik wenst te maken, tegen ontvangstbewijs neergelegd worden op het gemeentebestuur of onder een ter post aangeteekende enveloppe worden gericht aan het college van burgemeester en schepenen.

De ambtenaar die het bezwaar ontvangt, is verplicht het op de datum van ontvangst in te schrijven in een bijzonder register, een ontvangstbewijs van het bezwaar en van de overgelegde bewijsstukken af te geven, voor ieder bezwaar een dossier aan te leggen, de overgelegde stukken te nummeren en te paraferen en ze met hun volgnummer in te schrijven op de bij ieder dossier gevoegde inventaris.

§ 4. Wanneer de verzoeker verklaart niet in staat te zijn te schrijven, kan het bezwaar mondeling worden ingebracht. Het wordt door de gemeentesecretaris of zijn gemachtigde ontvangen.

De ambtenaar die het ontvangt, maakt daarvan dadelijk proces-verbaal op, waarin hij vaststelt dat de betrokken hem verklaart niet in staat te zijn te schrijven.

Het proces-verbaal neemt de door betrokken ingeraden middelen over. De ambtenaar dagtekt en ondertekent het proces-verbaal en overhandigt een duplicaat aan de verschijnende persoon na het hem te hebben voorgelezen.

De ambtenaar handelt vervolgens zoals in § 3, tweede lid, is voorgeschreven.

§ 5. Het gemeentebestuur voegt kosteloos aan het dossier een afschrift of uittreksel toe van alle in zijn bezit zijnde officiële stukken die de verzoeker aanvoert om een wijziging van de kiezerslijst te verantwoorden.

Het gemeentebestuur voegt ambtshalve bij het dossier alle in zijn bezit zijnde officiële stukken die de door de betrokken ingeraden middelen welke opgenomen zijn in het overeenkomstig § 4, tweede en derde lid, opgestelde proces-verbaal, kracht kunnen bijzetten.

§ 6. De rol van de bezwaren vermeldt de plaats, de dag en het uur van de vergadering tijdens dewelke de zaak of de zaken zal of zullen worden behandeld.

Deze rol wordt ten minste vierentwintig uur vóór de vergadering aangeplakt op het gemeentebestuur en gepubliceerd op de gemeentelijke website, waar iedereen er inzage en afschrift van kan nemen.

Het gemeentebestuur geeft onverwijld en met alle middelen kennis aan de verzoeker alsook, in voorkomend geval, aan de betrokken partijen, van de datum waarop het bezwaar onderzocht zal worden.

Deze kennisgeving vermeldt uitdrukkelijk en woordelijk dat, zoals bepaald in § 9, tweede tot vierde lid, het beroep tegen de te nemen beslissing alleen ter zitting kan worden ingediend.

§ 7. Gedurende de termijn bepaald in § 6, tweede lid, worden het dossier van de bezwaren en het in § 8, tweede lid, bedoelde verslag op het gemeentebestuur ter beschikking gehouden van de partijen, hun advocaten of hun gemachtigden.

§ 8. Het college van burgemeester en schepenen doet over elk bezwaar uitspraak binnen een termijn van zeven dagen te rekenen vanaf het indienen van het verzoekschrift of van het in § 4 vermeld procesverbaal, en in elk geval voor de zevende dag voor die van de verkiezing.

Het doet uitspraak in openbare vergadering op verslag van een lid van het college en na de partijen, hun advocaten of gemachtigden te hebben gehoord, indien zij verschijnen.

§ 9. Voor iedere zaak wordt, onder vermelding van de naam van de verslaggever en van de aanwezige leden, een afzonderlijke en met redenen omklede beslissing genomen, die in een bijzonder register wordt ingeschreven.

De voorzitter van het college verzoekt de partijen, hun advocaten of gemachtigden, als zij dat wensen, in het in het vorige lid vermelde register een verklaring van beroep te ondertekenen.

De partijen die niet verschijnen, worden geacht de beslissing van het college te aanvaarden.

Wanneer de aanwezige of vertegenwoordigde partijen geen verklaring van beroep ondertekenen, is de beslissing van het college definitief. Van het definitieve karakter van de beslissing wordt melding gemaakt in het bijzonder register vermeld in het eerste lid, en de beslissing tot wijziging van de kiezerslijst wordt onverwijld ten uitvoer gelegd.

De beslissing van het college wordt neergelegd op het gemeentebestuur, waar eenieder er kosteloos inzage van kan nemen.

Het beroep tegen de beslissing van het college heeft schorsende kracht ten aanzien van elke verandering in de kiezerslijst.

§ 10. De burgemeester zendt onverwijld aan het Hof van beroep, met alle middelen, een expeditie van de beslissingen van het college waartegen beroep is ingesteld alsook alle documenten die de gedingen betreffen.

§ 11. Artikel 27, tweede lid en de artikelen 28 tot 39 van het Kieswetboek zijn van toepassing.